

L'Europe n'est pas prête à faire face aux pénuries de métaux stratégiques

transitionsenergies.com/europe-pas-prete-penuries-metaux-strategiques/

La rédaction



Une fois de plus l'Union Européenne est prise en flagrant délit d'improvisation. Sa stratégie de transition énergétique forcée, via les renouvelables et les véhicules électriques à batteries, a fait une impasse majeure, celle de l'approvisionnement en métaux dits stratégiques. Pour échapper à la dépendance aux énergies fossiles, pétrole et gaz, et réduire les émissions de gaz à effet de serre, elle risque de plonger dans une autre dépendance, au lithium, au cobalt, au nickel, au cuivre.

Cette fois, c'est au tour des chercheurs de l'université catholique de Louvain de tirer la sonnette d'alarme dans une étude de plus de 100 pages publiée le 25 avril et réalisée pour Eurométaux, l'association européenne des producteurs de métaux. Si l'Union européenne ne maîtrise pas et n'assure pas très rapidement, dans les deux années à venir, son approvisionnement en métaux indispensables à la transition énergétique, elle éprouvera les pires difficultés d'ici 2030. Car l'étude souligne bien que d'ici la fin de la décennie, les pénuries de métaux dits stratégiques sont très probables.

Des besoins vertigineux

Les chiffres sont impressionnants. Pour remplacer les hydrocarbures et atteindre la neutralité carbone en 2050, l'UE aura besoin à cette date de 35 fois plus de lithium qu'aujourd'hui (800 000 tonnes par an) et jusqu'à 26 fois plus de terres rares (3 000 tonnes annuelles de néodyme, dysprosium, praséodyme...). Il faudra deux fois plus de nickel et trois fois plus de cobalt.. Il faudra aussi 33% d'aluminium en plus (4,5 millions de tonnes annuelles), +35% de cuivre, + 45% de silicium, + 10 à 15% de zinc. Des matériaux tout simplement indispensables aux batteries des voitures électriques, aux rotors des éoliennes, aux panneaux solaires, aux réseaux électriques.

Ces calculs des chercheurs sont basés sur les plans industriels prévus sur le continent dans l'automobile, les renouvelables, les batteries, l'hydrogène, les réseaux électriques intelligents... «*La bonne nouvelle*», expliquent les chercheurs, est que d'ici à 2050, 40 à

75% des besoins pourront en théorie être couverts par le recyclage. Mais à condition que l'Europe investisse massivement dans les filières, crée des contraintes lourdes qui vont dans un premier temps handicaper producteurs et consommateurs et finance tout cela avant que le recyclage devienne économiquement rentable.

Le problème est de réussir à atteindre ce stade du recyclage. Entretemps, l'Europe «s'expose à des manques critiques sur les 15 prochaines années faute de plus grandes quantités de métaux pour accompagner les débuts de son système énergétique décarboné», affirme l'étude. «Si les industries européennes ne sécurisent pas leurs approvisionnements sur le long terme, elles risquent des ruptures ou des hausses de prix pouvant ralentir la transition énergétique». Ce risque concerne tout particulièrement le lithium, le cobalt, le nickel, le cuivre et les terres rares.

Nouvelles dépendances

«L'Europe doit décider de façon urgente de la manière dont elle va combler son insuffisance d'approvisionnement en métaux de première transformation», explique Liesbet Grégoir, chercheuse de l'Université de Louvain et auteure principale de l'étude. «Sans stratégie ferme, elle risque de nouvelles dépendances à l'égard de fournisseurs non durables», ajoute-t-elle.

Les chercheurs ne sont pas les premiers à souligner l'inconséquence et l'improvisation de la stratégie de transition énergétique mise sur les rails par la Commission européenne sans anticipation des besoins de matériaux à sécuriser. Au printemps 2021, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) invitait déjà les dirigeants des principaux pays à s'organiser pour sécuriser l'approvisionnement en ressources stratégiques et à lancer les investissements nécessaires, miniers et industriels, pour éviter les pénuries. L'AIE soulignait aussi la nécessité d'élargir le nombre de pays capables de produire et de traiter les minéraux pour diminuer les risques de dépendances et même de chantages et de pressions.

Un an plus tard, «nous ne voyons (en Europe) ni l'adhésion générale ni les conditions qui permettraient au continent de construire ses propres chaînes d'approvisionnement», soulignent l'Université de Louvain et Eurométaux, dans un communiqué. «Et le créneau pour agir se réduit: les projets doivent être développés ces deux prochaines années pour être prêts en 2030», ajoutent-ils.

Le potentiel existe, pas la volonté politique

Aujourd'hui, l'UE est totalement dépendante des importations pour la quasi-totalité des métaux stratégiques, que ce soit sous forme brute ou après raffinement. Par exemple, elle dépend de la Russie pour l'aluminium, le nickel ou le cuivre. Et la Chine et l'Indonésie ont fait main basse sur l'activité industrielle stratégique du raffinage des métaux indispensables à la fabrication des batteries lithium-ion. Construire les usines de batteries sur le sol européen n'apportera aucune souveraineté à l'industrie automobile s'il faut importer les métaux pour les fabriquer.

Le territoire européen lui-même pourrait couvrir 5% à 55% de ses besoins de 2030, selon le rapport, qui relèvent cependant des incertitudes pesant sur de nombreux projets (oppositions locales, montages industriels et financiers mal réalisés, manque de volonté politique...). L'Europe doit aussi impérativement se doter d'un outil industriel de raffinage et cela même si la crise énergétique et la flambée des prix de l'électricité ont conduit à fermer temporairement près de la moitié des capacités de raffinage d'aluminium et de zinc en Europe...